

Après avoir distribué des milliards le gouvernement doit rogner partout

Les promesses du gouvernement de ces derniers mois (augmentation pour les professeurs des écoles, aides pour les jeunes, augmentation du point d'indice des fonctionnaires...) ont un coût. Un coût très élevé que le gouvernement va devoir résorber comme il peut. Selon Les Echos, ce seront les ministères qui vont en faire les frais... avec un budget en baisse pour 2017.

Moins de budget pour les ministères français

Le journal Les Echos a obtenu en exclusivité le plan d'économies du gouvernement pour 2017. Un plan qui devrait lui permettre de maintenir son objectif de 50 milliards d'euros d'économies entre 2015 et 2017 afin de faire baisser le déficit public sous la barre des 3 %. Mais ce plan a été mis à mal par les annonces et les promesses de François Hollande qui espère gagner des votes en distribuant de l'argent comptant.

Ainsi, selon Les Echos du 22 mai 2016, "1,9 milliard d'euros de mesures complémentaires devront ainsi être réalisées cette année par l'Etat et ses opérateurs". Moins d'effectifs et des budgets révisés à la baisse de près de 2 % en moyenne, nous apprend le journal : voilà ce qu'espère François Hollande dans le cadre de la Loi des Finances de 2017.

Une loi des Finances qui s'annonce compliquée

Par cette lettre du gouvernement, signée par le Premier ministre, aux ministères, François Hollande commence à prévoir la suite des événements. Impossible, sans économies supplémentaires, d'arriver à un déficit public de 2,7 % en 2017. Mais les principaux concernés ne sont guère contents.

"C'est assez violent..." confie aux Echos un membre d'un ministère secondaire. Car tous seront concernés sauf, selon la lettre dont a pris connaissance Les Echos, "l'enseignement et la sécurité".

Au vu des efforts que le gouvernement demande à ses propres équipes, difficile de croire qu'il y aura de la marge pour une nouvelle baisse des impôts en 2017 comme l'a laissé entendre François Hollande...